



## **Chômage partiel en 2014 à l'usine Ford de Blanquefort (Gironde):**

AFP le 12/11/2013 à 18:01

La direction de l'usine Ford de Blanquefort (Gironde) a annoncé mardi qu'elle devrait prolonger des mesures de chômage partiel en 2014, a-t-on appris auprès du constructeur et des syndicats, ces derniers estimant que la mesure pourrait concerner 180 salariés, sur les 1.000 du site.

Au total, 250.000 heures de chômage partiel sont annoncées, soit environ "deux fois" moins qu'en 2013, selon un porte-parole de la direction. La mesure sera modulée sur l'année en fonction de "la montée en cadence" de l'activité et des produits fabriqués à Blanquefort, notamment la boîte de vitesse automatique 6F35, projet phare du site girondin, a-t-il ajouté.

Selon Philippe Poutou, délégué CGT, et Jean-Luc Gassies, secrétaire adjoint CFTC du CE, environ 180 salariés devraient être concernés, chiffre que le porte-parole n'a pas confirmé.

Selon les syndicalistes, leur fiche de paie pourrait être amputée de 5% : "La loi qui encadre le chômage partiel a changé" depuis quelques mois et les salariés sous le coup de cette mesure perçoivent désormais 70% de leur salaire brut, contre 75% jusqu'alors, a indiqué M. Poutou. "Jusqu'à la fin de l'année (2013), Ford va prendre les 5% à sa charge. Mais à partir de janvier, (l'entreprise) cessera de le faire", a déploré l'ex-candidat à la présidentielle.

Le porte-parole a indiqué n'avoir pas connaissance du fait que Ford prendrait ces 5% en charge. Il n'était pas non plus en mesure de préciser le nombre de salariés concernés par le chômage partiel.

Dans un compte-rendu du CEE sur son site, la CGT de Ford Blanquefort juge "la pilule (...) difficile à avaler car il n'était pas envisagé de chômage partiel en 2014 (...) le 24 mai dernier, lors de la signature de la convention entre Ford, l'État et les pouvoirs publics", texte qui a entériné le maintien de 1.000 emplois à Blanquefort pendant cinq ans.

Ce texte conditionne les 12,5 millions d'aides publiques versées à Ford au maintien de ces 1.000 emplois, a rappelé le porte-parole de la direction. "La feuille de route est explicite", a-t-il ajouté, soulignant que l'activité du site devait aussi "répondre à la demande du marché" automobile en Europe, passé "de 15 millions de véhicules il y a cinq ans à 11,5 millions aujourd'hui".

L'usine, qui a connu une histoire mouvementée, avait été vendue par Ford en 2009 à l'Allemand HZ Holding, puis finalement rachetée par le constructeur américain en 2011.